

AUTORITE DE SURETE RADIOLOGIQUE
ET DE SECURITE NUCLEAIRE

RADIOLOGICAL SAFETY AND NUCLEAR
SECURITY AUTHORITY

DIRECTION GENERALE

DIRECTORATE GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

DEPARTMENT OF ADMINISTRATIVE AND
FINANCIAL AFFAIRS

SERVICE DU BUDGET, DU MATERIEL ET
DU PATRIMOINE

BUDGET, EQUIPMENT AND HERITAGE
SERVICE

BUREAU DES MARCHES

CONTRACT'S OFFICE

ADDITIF N°0001/A/ASRAN/CIPM/2025 DU 02 JUIL 2025 AUX APPELS D'OFFRES

Le Directeur Général de l'Autorité de Sûreté Radiologique et de Sécurité Nucléaire (ASRAN) a l'honneur de porter à l'attention des candidats à l'Avis de Consultation ci-dessous que certaines dispositions ont été corrigées ainsi qu'il suit :

Demande de Cotation N°0002/DC/ASRAN/CIPM/2025 pour la fourniture des services internet au siège de l'ASRAN.

Les articles ci-dessous sont modifiés ainsi qu'il suit :

I. Pièce 1 : Avis de Demande de Cotation

Au lieu de :

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

- **Pour la soumission en ligne**, la cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **04 juillet 2025 à 10 heures**. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise au Service du Budget, du Matériel et du Patrimoine de l'ASRAN, BP: 3732, téléphone 222 203 371, sous pli scellé avec l'indication claire et lisible «copie de sauvegarde», en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis :

AVIS DE CONSULTATION N°0002/DC/ANRP/CIPM/2025 DU 03 JUIN 2025 RELATIF A LA FOURNITURE DES SERVICES INTERNET AU SIEGE DE L'AUTORITE DE SÛRETÉ RADIOLOGIQUE ET DE SÉCURITÉ NUCLÉAIRE(ASRAN).

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **04 juillet 2025 à 11 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la salle de réunions de l'ASRAN, sise à Yaoundé (siège de l'ASRAN, quartier EMIA).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

13. Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de:

- la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission;
- l'absence du cautionnement de soumission ;
- les fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- le non-respect de 10 critères essentiels sur 12 ;
- l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- le non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- la non-conformité du modèle de soumission ;
- l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

Lire plutôt :

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

- **Pour la soumission en ligne**, la cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **09 juillet 2025 à 10 heures**. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise au Service du Budget, du Matériel et du Patrimoine de l'ASRAN, BP: 3732, téléphone 222 203 371, sous pli scellé avec l'indication claire et lisible «copie de sauvegarde», en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis :

AVIS DE CONSULTATION N°0002/DC/ANRP/CIPM/2025 DU 03 JUIN 2025 RELATIF A LA FOURNITURE DES SERVICES INTERNET AU SIEGE DE L'AUTORITÉ DE SÛRÉTÉ RADIOLOGIQUE ET DE SÉCURITÉ NUCLÉAIRE(ASRAN).

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **09 juillet 2025 à 11 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la salle de réunions de l'ASRAN, sise à Yaoundé (siège de l'ASRAN, quartier EMIA).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

13. Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de:

- la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission (constituée conformément aux points I et II de la lettre-circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024);
- l'absence d'une caution de soumission timbrée avec la mention manuscrite de l'Etablissement financier émetteur, titre émis par ce dernier accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) (cf points I et II de la lettre-circulaire susmentionnée);
- les fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- le non-respect de 10 critères essentiels sur 12 ;
- l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- le non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- la non-conformité du modèle de soumission ;
- l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

II. Pièce II : règlement de la Demande de Cotation

(b) Volume 2 ou Partie B : comprenant les justificatifs techniques ci-après :

Au lieu de :

viii) *La capacité financière*

Les soumissionnaires devront présenter notamment :

- L'attestation de capacité financière d'un montant de **quatre millions cinq-cents mille (4 500 000) francs CFA** délivrée par une banque agréée de 1er ordre.

Lire plutôt :

viii) La capacité financière

Les soumissionnaires devront présenter notamment :

- L'attestation de capacité financière d'un montant de **quatre millions (4 000 000) francs CFA** délivrée par une banque agréée de 1er ordre.

Au lieu de :

C. DEPOT DES COTATIONS

Article 9 - Date et heure limites de dépôt des cotations

Les cotations doivent être reçues au Service du Budget, du Matériel et du Patrimoine de l'ASRAN, BP: 3732, téléphone 222 203 371, au plus tard le **04 juillet 2025 à 10 heures**.

D. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES COTATIONS

Article 10 - Ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés

9.1 L'ouverture *des plis se fait en un temps* et aura lieu le **04 juillet 2025 à 11 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la salle de réunions de l'ASRAN, sise à Yaoundé (siège de l'ASRAN, quartier EMIA).

Lire plutôt :

C. DEPOT DES COTATIONS

Article 9 - Date et heure limites de dépôt des cotations

Les cotations doivent être reçues au Service du Budget, du Matériel et du Patrimoine de l'ASRAN, BP: 3732, téléphone 222 203 371, au plus tard le **09 juillet 2025 à 10 heures**.

D. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES COTATIONS

Article 10 - Ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés

9.1 L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **09 juillet 2025 à 11 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la salle de réunions de l'ASRAN, sise à Yaoundé (siège de l'ASRAN, quartier EMIA).

III. Pièce VI: Projet de lettre-commande

Au lieu de :

Article 31- Garanties ou cautions (CCAG article 32)

Le Cocontractant devra fournir les garanties émanant des banques ou organismes financiers agréés par le Ministre chargé des finances ou ayant un correspondant local agréé.

Les garanties décrites ci-après en faveur du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué sont exigées dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquée ci-après :

31.1. Cautionnement définitif

- a) Il est constitué et transmis au Chef Service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours calendaires à compter de la date de notification du marché et en tout cas avant le premier paiement.
- b) Son montant est fixé à **5% du montant TTC du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants**.

c) La garantie sera libellée dans la ou les monnaie(s) du Marché, ou dans une monnaie librement convertible satisfaisant le Maître d'ouvrage ou le *Maître d'Ouvrage Délégué*, et devra suivre l'un des modèles fournis dans le Dossier d'Appel d'Offres, comme indiqué par le Maître d'ouvrage ou le *Maître d'Ouvrage Délégué* dans le CCAP, ou tout autre document satisfaisant le Maître d'ouvrage ou le *Maître d'Ouvrage Délégué*.

d) Les modes de substitution du cautionnement sont prévus à l'article 140 du Code des Marchés Publics.

e) Le cautionnement définitif sera restitué consécutivement par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué après demande du cocontractant.

f) Les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire, à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

31.2. Cautionnement d'avance de démarrage

Le Maître d'Ouvrage n'accordera pas d'avance de démarrage.

31.3. Cautionnement de bonne exécution (en remplacement de la retenue de garantie)

Non applicable.

Lire plutôt :

Article 31- Garanties ou cautions (CCAG article 32)

Le Cocontractant devra fournir les garanties émanant des banques ou organismes financiers agréés par le Ministre chargé des finances ou ayant un correspondant local agréé.

Les garanties décrites ci-après en faveur du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué sont exigées dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquée ci-après **et doivent être timbrées avec mention manuscrite de l'Etablissement financier émetteur, titres émis par ce dernier accompagnées des récépissés de consignation délivrés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) (cf points I et II de la lettre-circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics):**

31.1. Cautionnement définitif

a) Il est constitué et transmis au Chef Service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours calendaires à compter de la date de notification du marché et en tout cas avant le premier paiement.

b) Son montant est fixé à 5% du montant TTC du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

c) La garantie sera libellée dans la ou les monnaie(s) du Marché, ou dans une monnaie librement convertible satisfaisant le Maître d'ouvrage ou le *Maître d'Ouvrage Délégué*, et devra suivre l'un des modèles fournis dans le Dossier d'Appel d'Offres, comme indiqué par le Maître d'ouvrage ou le *Maître d'Ouvrage Délégué* dans le CCAP, ou tout autre document satisfaisant le Maître d'ouvrage ou le *Maître d'Ouvrage Délégué*.

d) Les modes de substitution du cautionnement sont prévus à l'article 140 du Code des Marchés Publics.

e) Le cautionnement définitif sera restitué consécutivement par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué après demande du Cocontractant.

g) Les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire, à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

31.2. Cautionnement d'avance de démarrage

Le Maître d'Ouvrage n'accordera pas d'avance de démarrage.

31.3. Cautionnement de bonne exécution (en remplacement de la retenue de garantie)

Non applicable.

IV. Pièce XI : Liste Des Etablissements Bancaires Et Organismes Financiers Habilités A Emettre Des Cautions Dans Le Cadre Des Marchés Publics

Au lieu de :

I- BANQUES

N°	I- BANQUES	Adresses
1	ACCESS BANK CAMEROON	BP: 6 000, Ydé
2	AFRILAND FIRST BANK	BP: 11 813, Ydé
3	BANCO NATIONAL DE GUINEA EQUATORIAL	BP : Ydé
4	BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN	BP : 2933, Dla
5	BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	BP: 12 962, Dla
6	BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL	BP: 660, Dla
7	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT	BP: 1 925, Dla
8	BANK OF AFRICA CAMEROUN	BP: 4 593, Dla
9	CITI BANK CAMEROUN	BP: 4 571, Dla
10	COMMERCIAL BANK-CAMEROON	BP : 4004, Dla
11	CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE-BANK	BP : 30 388, Ydé
12	ECOBANK CAMEROUN	BP: 582, Dla
13	LA REGIONALE BANK	BP: 30 145, Ydé
14	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK	BP: 6578, Ydé
15	SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES-CAMEROUN	BP : 300, Dla
16	SOCIETE GENERALE DU CAMEROUN	BP : 4 042, Dla
17	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON	BP: 1784, Dla
18	UNION BANK OF CAMEROON	BP: 15 569, Dla
19	UNITED BANK FOR AFRICA	BP : 2 088, Dla
	II- COMPAGNIES D'ASSURANCES	
1	ACTIVA ASSURANCES S.A.	BP : 12 970, Dla
2	AREA ASSURANCES S.A	BP : 15 584, Dla
3	ATLANTIQUE ASSURANCES CAMROUN	BP : 3 073, Dla
4	CHANAS ASSURANCES S.A.	BP : 109, Dla
5	CPA S.A.	BP: 54, Dla
6	NSIA ASSURANCES S.A.	BP: 2 759 Dla
7	PRO ASSUR SA.	BP: 5 963, Dla
8	PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCE S.A.	BP: 2 328, Dla
9	ROYAL ONYX INSURANCE CIE	BP: 12 230, Dla
10	SAAR S.A.	BP: 1 011, Dla
11	SANLAM ASSURANCES CAMEROUN	BP: 12 125, Dla
12	SAHAM ASSURANCES S.A., B.P: 11315 Douala	BP: 11 315, Dla
13	ZENITH INSSURANCE S.A.	BP : 1 540, Dla

Lire plutôt :

I- BANQUES

N°	I- BANQUES	Adresses
1	ACCESS BANK CAMEROON	BP: 6 000, Ydé
2	AFRILAND FIRST BANK	BP: 11 813, Ydé
3	BANCO NATIONAL DE GUINEA EQUATORIAL (BANGE BANK Cameroun)	BP : 34 692 Ydé

4	BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN (BACM)	BP : 2933, Dla
5	BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BC-PME)	BP: 12 962, Dla
6	BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFI BANK)	BP: 660, Dla
7	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BICEC)	BP: 1 925, Dla
8	CITI BANK CAMEROUN	BP: 4 571, Dla
9	COMMERCIAL BANK-CAMEROON (CBC)	BP : 4004, Dla
10	CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE-BANK (CCA-BANK)	BP : 6 578, Ydé
11	ECOBANK CAMEROUN (ECOBANK)	BP: 582, Dla
12	LA REGIONALE BANK	BP: 30 145, Ydé
13	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC-BANK)	BP: 6578, Ydé
14	SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES-CAMEROON (SCB-Cameroun)	BP : 300, Dla
15	SOCIETE GENERALE DU CAMEROUN (SGC)	BP : 4 042, Dla
16	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON (SCBC)	BP: 1784, Dla
17	UNION BANK OF CAMEROON (UBC)	BP: 15 569, Dla
18	UNITED BANK FOR AFRICA (UBA)	BP : 2 088, Dla
	II- COMPAGNIES D'ASSURANCES	
1	ACTIVA ASSURANCES S.A.	BP : 12 970, Dla
2	AREA ASSURANCES S.A	BP : 15 584, Dla
3	ATLANTIQUE ASSURANCES CAMROUN	BP : 3 073, Dla
4	CHANAS ASSURANCES S.A.	BP : 109, Dla
5	CPA S.A.	BP: 54, Dla
6	NSIA ASSURANCES S.A.	BP:2 759 Dla
7	PRO ASSUR SA.	BP: 5 963, Dla
8	PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCE S.A.	BP: 2 328, Dla
9	ROYAL ONYX INSURANCE CIE	BP: 12 230, Dla
10	SAAR S.A.	BP: 1 011, Dla
11	SANLAM ASSURANCES CAMEROUN	BP: 11 315, Dla
12	ZENITH INSSURANCE S.A.	BP : 1 540, Dla

Le reste sans changement.

Yaoundé, le 02.11.2025

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM/ANRP
- Archives
- Affichage.



LE DIRECTEUR GENERAL

Dr. Simo Augustin

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

AUTORITE DE SURETE RADIOLOGIQUE
ET DE SECURITE NUCLEAIRE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

SERVICE DU BUDGET, DU MATERIEL ET
DU PATRIMOINE

BUREAU DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

RADIOLOGICAL SAFETY AND NUCLEAR
SECURITY AUTHORITY

DIRECTORATE GENERAL

DEPARTMENT OF ADMINISTRATIVE AND
FINANCIAL AFFAIRS

BUDGET, EQUIPMENT AND HERITAGE
SERVICE

CONTRACT'S OFFICE

ADDITIONAL INFORMATION NO.0001/A/ASRAN/CIPM/2025 OF
02 JUILLET 2025 FOR THE FOLLOWING TENDERS

The Chief executive office of the Radiological Safety and Nuclear Security Authority/
Contracting Authority has the honor to inform to the suppliers of the below invitation to tender that
some provisions have been amended as follows:

**Request for quotation notice N°0002/RQ/ASRAN/ITB/2025 of 03 June 2025 for the supply of the
internet services of the head office at the Radiological Safety and Nuclear Security Authority**

The articles below are amended as follows:

❖ **Exhibit 1: Notice of request for quotation**

Instead of:

10-Submission of Quotations

Each quotation shall be drafted in English or French.

- **For online bidding**, the quotation shall be forwarded by the bidder on the COLEPS platform latest the **04 July 2025 at 10 am**. A copy of the quotation recorded on a USB key or CD/DVD shall be forwarded to the Department of Budget, Material and Real estate of the National Radiation Protection Agency (ANRP), BP 33732, telephone 222 203 371, in a sealed envelope with the clear and readable inscription "backup copy", added to the inscription below within the deadline set:

**NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION
N° 000 2/RQ/ASRAN/ITB/2025 OF 03 JUNE 2025 FOR THE SUPPLY OF THE INTERNET
SERVICES OF THE HEAD OFFICE AT THE RADIOLOGICAL SAFETY AND NUCLEAR
SECURITY AUTHORITY (ASRAN)**

"To be opened only during the bid-opening session"

NB: Size and format of files

For online bidding, the maximum size of documents that will transit on the platform and representing the bidder's offer shall be the following:

- 5 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

(The bidder shall use compression software in order to eventually reduce the size of the files to be forwarded.)

11-Opening of bids

Bids shall be opened in a single phase on the **04 July 2025** at **11 am.** by the Tenders Board of the ASRAN in the meeting hall, in Yaounde (headquarters of the ASRAN, behind EMIA).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

13-Evaluation criteria

13.1 Eliminary criteria

The eliminary criteria include:

- a. Failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
- b. Absence of bid bond;
- c. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- d. Failure to comply with 10 essential criteria over 12;
- e. Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- e. Failure to comply with the bid file format;
- f. Failure to comply with the major technical specifications of the supply (to be listed)
- g. Absence of a quantified unit price in the quotation;
- h. Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE)
- i. Non-compliance with the submission model;
- j. Non-compliance with the submission method;
- k. Absence of the dated and signed Integrity Charter;
- l. Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

Read:

10-Submission of Quotations

Each quotation shall be drafted in English or French.

- **For online bidding**, the quotation shall be forwarded by the bidder on the COLEPS platform latest the **09 July 2025 at 10 am.** A copy of the quotation recorded on a USB key or CD/DVD shall be forwarded to the Department of Budget, Material and Real estate of the National Radiation Protection Agency (ANRP), BP 33732, telephone 222 203 371, in a sealed envelope with the clear and readable inscription "backup copy", added to the inscription below within the deadline set:

**NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION
N° 000 2/RQ/ASRAN/ITB/2025 OF 03 JUNE 2025 FOR THE SUPPLY OF THE INTERNET
SERVICES OF THE HEAD OFFICE AT THE RADIOLOGICAL SAFETY AND NUCLEAR
SECURITY AUTHORITY (ASRAN)**

"To be opened only during the bid-opening session"

NB: Size and format of files

For online bidding, the maximum size of documents that will transit on the platform and representing the bidder's offer shall be the following:

- 5 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

(The bidder shall use compression software in order to eventually reduce the size of the files to be forwarded.)

11-Opening of bids

Bids shall be opened in a single phase on the **09 July 2025** at **11 am.** by the Tenders Board of the ASRAN in the meeting hall, in Yaounde (headquarters of the ASRAN, behind EMIA).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

13-Evaluation criteria**13.1 Eliminary criteria**

The eliminary criteria include:

- Failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond (formed in accordance with points I and II of Circular Letter No.000019/LC/MINMAP of June 5, 2024);**
- the absence of a stamped bid bond with the handwritten mention of the issuing financial institution, security issued by the latter, accompanied by the deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC) (see points I and II of the aforementioned circular letter);**
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with 10 essential criteria over 12;
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- Failure to comply with the bid file format;
- Failure to comply with the major technical specifications of the supply (to be listed)
- Absence of a quantified unit price in the quotation;
- Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE)
- Non-compliance with the submission model;
- Non-compliance with the submission method;
- Absence of the dated and signed Integrity Charter;
- Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

II. Exhibit II: Rules of the Request for Quotation

(b) Volume 2 or Part B: including the following technical supporting documents:

Instead of:

viii) Financial Capacity

Bidders must submit, in particular:

- A certificate of financial capacity in the amount of **four million five hundred thousand (4,500,000) CFA francs** issued by a first-tier authorized bank.

Read instead:

viii) Financial Capacity

Bidders must submit, in particular:

- A certificate of financial capacity in the amount of **four million (4,000,000) CFA francs** issued by a first-tier authorized bank.

Instead of:

C. SUBMISSION OF QUOTES

Article 9 - Deadline for Submitting Quotations

Quotations must be received at the ASRAN Budget, Equipment, and Assets Department, PO Box 3732, telephone 222 203 371, no later than **10:00 a.m. on July 4, 2025**.

D. OPENING OF ENTRIES AND EVALUATION OF QUOTES

Article 10 - Opening of Entries by the Procurement Committee

9.1 The opening of tenders will be conducted in one step and will take place on **July 4, 2025, at 11:00 a.m.**, by the Internal Procurement Committee in the ASRAN meeting room, located in Yaoundé (ASRAN headquarters, EMIA district).

Read instead:

C. SUBMISSION OF QUOTES

Article 9 - Deadline for Submitting Quotations

Quotations must be received at the ASRAN Budget, Equipment, and Assets Department, PO Box 3732, telephone 222 203 371, no later than **10:00 a.m. on July 9, 2025**.

D. OPENING OF ENTRIES AND EVALUATION OF QUOTATIONS

Article 10 - Opening of Entries by the Procurement Committee

9.1 The opening of tenders will be conducted in one step and will take place on **July 9, 2025, at 11:00 a.m.**, by the Internal Procurement Committee in the ASRAN meeting room, located in Yaoundé (ASRAN headquarters, EMIA district).

III. Exhibit VI: Draft Letter of Instruction

Instead of:

Article 31 - Guarantees or Sureties (CCAG Article 32)

The Co-contractor shall provide guarantees from banks or financial institutions approved by the Minister of Finance or having an approved local correspondent.

The guarantees described below in favor of the Project Owner or the Delegated Project Owner are required within the time limits, for the amount, in the manner and in the form indicated below:

31.1. Final Security

a) It shall be established and submitted to the Head of the Contract Department within a maximum of twenty (20) calendar days from the date of notification of the contract and in any case before the first payment.

b) Its amount is set at 5% of the total contract price including tax, plus any amendments.

c) The security shall be denominated in the currency(ies) of the Contract, or in a freely convertible currency satisfactory to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority, and must

follow one of the models provided in the Tender Documents, as indicated by the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority in the CCAP, or any other document satisfactory to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority.

d) The methods of substituting the surety bond are provided for in Article 140 of the Public Procurement Code.

e) The final surety bond shall be returned consecutively by the Project Owner or the Delegated Project Owner within one month following the date of provisional acceptance of the works, following a release issued by the Project Owner or the Delegated Project Owner upon request from the co-contractor.

f) Small and medium-sized enterprises with national capital and management, as well as civil society organizations, may provide, in lieu of the surety bond, either a certified check, a bank check, a legal mortgage, or a guarantee from a banking institution or financial institution authorized in accordance with the regulations in force.

31.2. Advance Payment Guarantee

The Project Owner will not grant an advance payment.

31.3. Performance Guarantee (in place of the retention money)

Not applicable.

Read instead:

Article 31 - Guarantees or Sureties (CCAG Article 32)

The Co-contractor must provide guarantees from banks or financial institutions approved by the Minister of Finance or having an approved local correspondent.

The guarantees described below in favor of the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority are required within the time limits, for the amount, in the manner and in the form indicated below **and must be stamped with handwritten mention of the issuing financial institution, securities issued by the latter accompanied by the deposit receipts issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC) (see points I and II of circular letter n°000019/LC/MINMAP of June 5, 2024 relating to the procedures for the constitution, deposit, conservation, restitution and release of guarantees on public contracts):**

31.1. Final Security

a) It shall be established and submitted to the Head of the Contract Department within a maximum of twenty (20) calendar days from the date of notification of the contract and in any case before the first payment.

b) Its amount is set at 5% of the total contract price including tax, plus any amendments.

c) The security shall be denominated in the currency(ies) of the Contract, or in a freely convertible currency satisfactory to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority, and must follow one of the models provided in the Tender Documents, as indicated by the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority in the CCAP, or any other document satisfactory to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority.

d) The methods of substituting the surety bond are provided for in Article 140 of the Public Procurement Code.

e) The final surety bond shall be returned consecutively by the Project Owner or the Delegated Project Owner within one month following the date of provisional acceptance of the works, following a release issued by the Project Owner or the Delegated Project Owner upon request from the co-contractor.

f) Small and medium-sized enterprises with national capital and management, as well as civil society organizations, may provide, in lieu of the surety bond, either a certified check, a bank check, a legal mortgage, or a guarantee from a banking institution or financial institution authorized in accordance

with the regulations in force.

31.2. Advance Payment Guarantee

The Project Owner will not grant an advance payment.

31.3. Performance Guarantee (in place of the retention money)

Not applicable.

IV. Exhibit XI: List of Banking Institutions and Financial Institutions Authorized to Issue Guarantees in the Context of Public Procurement

Instead of:

I- BANKS

N°	I- BANKS	Addresses
1	ACCESS BANK CAMEROON	BP: 6 000, Ydé
2	AFRILAND FIRST BANK	BP: 11 813, Ydé
3	BANCO NATIONAL DE GUINEA EQUATORIAL	BP : Ydé
4	BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN	BP : 2933, Dla
5	BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	BP: 12 962, Dla
6	BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL	BP: 660, Dla
7	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT	BP: 1 925, Dla
8	BANK OF AFRICA CAMEROUN	BP: 4 593, Dla
9	CITI BANK CAMEROUN	BP: 4 571, Dla
10	COMMERCIAL BANK-CAMEROON	BP : 4004, Dla
11	CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE-BANK	BP : 30 388, Ydé
12	ECOBANK CAMEROUN	BP: 582, Dla
13	LA REGIONALE BANK	BP: 30 145, Ydé
14	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK	BP: 6578, Ydé
15	SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES-CAMEROUN	BP : 300, Dla
16	SOCIETE GENERALE DU CAMEROUN	BP : 4 042, Dla
17	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON	BP: 1784, Dla
18	UNION BANK OF CAMEROON	BP: 15 569, Dla
19	UNITED BANK FOR AFRICA	BP : 2 088, Dla
	II- COMPAGNIES D'ASSURANCES	
1	ACTIVA ASSURANCES S.A.	BP : 12 970, Dla
2	AREA ASSURANCES S.A	BP : 15 584, Dla
3	ATLANTIQUE ASSURANCES CAMROUN	BP : 3 073, Dla
4	CHANAS ASSURANCES S.A.	BP : 109, Dla
5	CPA S.A.	BP: 54, Dla
6	NSIA ASSURANCES S.A.	BP:2 759 Dla
7	PRO ASSUR SA.	BP: 5 963, Dla
8	PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCE S.A.	BP: 2 328, Dla
9	ROYAL ONYX INSURANCE CIE	BP: 12 230, Dla
10	SAAR S.A.	BP: 1 011, Dla
11	SANLAM ASSURANCES CAMEROUN	BP: 12 125, Dla
12	SAHAM ASSURANCES S.A., B.P: 11315 Douala	BP: 11 315, Dla
13	ZENITH INSSURANCE S.A.	BP : 1 540, Dla

Read instead:

I- BANKS

N°	I- BANKS	Addresses
1	ACCESS BANK CAMEROON	BP: 6 000, Ydé
2	AFRILAND FIRST BANK	BP: 11 813, Ydé
3	BANCO NATIONAL DE GUINEA EQUATORIAL (BANGE BANK Cameroun)	BP : 34 692 Ydé
4	BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN (BACM)	BP : 2933, Dla
5	BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BC-PME)	BP: 12 962, Dla
6	BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFI BANK)	BP: 660, Dla
7	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BICEC)	BP: 1 925, Dla
8	CITI BANK CAMEROUN	BP: 4 571, Dla
9	COMMERCIAL BANK-CAMEROON (CBC)	BP : 4004, Dla
10	CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE-BANK (CCA-BANK)	BP : 6 578, Ydé
11	ECOBANK CAMEROUN (ECOBANK)	BP: 582, Dla
12	LA REGIONALE BANK	BP: 30 145, Ydé
13	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC-BANK)	BP: 6578, Ydé
14	SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES-CAMEROUN (SCB-Cameroun)	BP : 300, Dla
15	SOCIETE GENERALE DU CAMEROUN (SGC)	BP : 4 042, Dla
16	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON (SCBC)	BP: 1784, Dla
17	UNION BANK OF CAMEROON (UBC)	BP: 15 569, Dla
18	UNITED BANK FOR AFRICA (UBA)	BP : 2 088, Dla
	II- COMPAGNIES D'ASSURANCES	
1	ACTIVA ASSURANCES S.A.	BP : 12 970, Dla
2	AREA ASSURANCES S.A	BP : 15 584, Dla
3	ATLANTIQUE ASSURANCES CAMROUN	BP : 3 073, Dla
4	CHANAS ASSURANCES S.A.	BP : 109, Dla
5	CPA S.A.	BP: 54, Dla
6	NSIA ASSURANCES S.A.	BP:2 759 Dla
7	PRO ASSUR SA.	BP: 5 963, Dla
8	PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCE S.A.	BP: 2 328, Dla
9	ROYAL ONYX INSURANCE CIE	BP: 12 230, Dla
10	SAAR S.A.	BP: 1 011, Dla
11	SANLAM ASSURANCES CAMEROUN	BP: 11 315, Dla
12	ZENITH INSSURANCE S.A.	BP : 1 540, Dla

The rest remain unchanged.

Yaounde, the **02** **IIIIII** **2025**

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- Chair person /NRPA
- Archives
- Notice board



LE DIRECTEUR GENERAL

Dr. P. Augustin